



# Assemblée générale

Distr. générale  
16 août 2019  
Français  
Original : anglais/espagnol

**Conseil des droits de l'homme**  
**Groupe de travail sur l'Examen périodique universel**  
**Trente-quatrième session**  
4-15 novembre 2019

## **Résumé des communications des parties prenantes concernant la Bolivie\***

### **Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme**

#### **I. Cadre général**

1. Le présent rapport a été établi en application des résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil des droits de l'homme, compte tenu de la périodicité de l'Examen périodique universel. Il s'agit de 31 communications de parties prenantes<sup>1</sup> à l'Examen périodique universel, présentées sous une forme résumée en raison de la limite fixée à la longueur des documents. Une section distincte est consacrée à la contribution de l'institution nationale des droits de l'homme, dont l'accréditation s'est faite en pleine conformité avec les Principes de Paris.

#### **II. Renseignements reçus de l'institution nationale des droits de l'homme dont l'accréditation s'est faite en pleine conformité avec les Principes de Paris**

2. Le Bureau du Défenseur du peuple de l'État plurinational de Bolivie souligne que l'État a proclamé, en 2016, la Décennie du peuple afro-bolivien et met en œuvre le Plan multisectoriel de lutte contre le racisme et toutes les formes de discrimination. Il recommande à l'État d'ériger en infractions pénales les actes haineux fondés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre et de veiller à ce que les membres des groupes en butte au racisme et à la discrimination aient accès à un travail digne<sup>2</sup>.

3. Le Bureau du Défenseur du peuple note que 69,92 % des personnes privées de liberté sont en détention provisoire, avec pour conséquence un taux de surpopulation carcérale de 225 %. Il recommande à l'État de mettre en œuvre une politique pénale et pénitentiaire fondée sur une approche réparatrice et différenciée et d'appliquer des mesures de substitution à la détention<sup>3</sup>.

\* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition avant d'être envoyée aux services de traduction.



4. Le Bureau du Défenseur du peuple relève une tendance à l'augmentation de l'arriéré judiciaire et recommande à l'État de reprendre les travaux législatifs visant à réformer le système de justice pénale et de renforcer le service plurinational de la défense publique dans les zones rurales<sup>4</sup>.
5. Le Bureau du Défenseur du peuple recommande à l'État d'accroître le budget de la Commission de la vérité et de prolonger le délai fixé pour l'achèvement de ses travaux<sup>5</sup>.
6. Le Bureau du Défenseur du peuple souligne que l'État a pris différentes mesures pour assurer la mise en œuvre de la loi générale sur la traite des êtres humains. Il estime toutefois nécessaire de renforcer les institutions chargées du contrôle des documents de voyage, d'éviter la rotation du personnel dans ce domaine et d'élaborer des politiques visant à s'attaquer aux causes du problème. Il recommande également à l'État de ratifier le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée<sup>6</sup>.
7. Le Bureau du Défenseur du peuple appelle l'attention sur la mise en place du système unique de santé et recommande à l'État d'accroître le budget de la santé, d'améliorer les infrastructures et les équipements, d'augmenter les ressources humaines allouées à ce secteur et d'améliorer l'accessibilité des médicaments<sup>7</sup>.
8. Étant donné les taux élevés de grossesses précoces, de mortalité maternelle due aux avortements clandestins et de cancer du col de l'utérus et du sein, le Bureau du Défenseur du peuple juge nécessaire que le Gouvernement fasse adopter une loi sur les droits en matière de sexualité et de procréation afin de garantir aux femmes l'accès à des services de santé de qualité<sup>8</sup>.
9. Le Bureau du Défenseur du peuple recommande à l'État de renforcer et de suivre, conjointement avec les organisations de personnes handicapées, la mise en œuvre des politiques d'éducation inclusive dans le système éducatif plurinational et de convertir les centres d'éducation spécialisée en centres de ressources et de soutien<sup>9</sup>.
10. Le Bureau du Défenseur note qu'en dépit de la mise en œuvre de la loi générale de 2013 visant à garantir aux femmes une vie exempte de violence, il est toujours nécessaire de renforcer les organismes compétents en leur fournissant un budget, du personnel spécialisé et les équipements adéquats<sup>10</sup>.
11. Le Bureau du Défenseur du peuple observe qu'en 2018, l'Assemblée législative plurinationale a relevé l'âge minimum d'admission à l'emploi de 10 à 14 ans et recommande à l'État d'élaborer un nouveau plan quinquennal en adéquation avec le cadre normatif nouvellement établi afin d'éliminer les pires formes de travail des enfants<sup>11</sup>.
12. Le Bureau du Défenseur du peuple souligne les progrès accomplis dans la réalisation du droit à la consultation préalable, libre et éclairée dans le domaine des hydrocarbures et de l'exploitation minière. Il recommande toutefois à l'État de modifier les procédures de consultation afin que les peuples autochtones puissent mieux y participer et aient rapidement accès à une information suffisante concernant l'impact sur l'environnement<sup>12</sup>.
13. Le Bureau du Défenseur du peuple reconnaît que des mesures ont été prises en faveur des personnes handicapées et recommande à l'État de revoir les critères de qualification de l'incapacité, de simplifier le processus de qualification et de renforcer les organismes qui s'en occupent<sup>13</sup>.

### **III. Renseignements reçus d'autres parties prenantes**

#### **A. Étendue des obligations internationales et coopération avec les mécanismes et organes internationaux de protection des droits de l'homme<sup>14</sup>**

14. Le Centre Europe – Tiers Monde (CETIM) souligne le rôle clef joué par l'État plurinational de Bolivie dans l'élaboration de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales<sup>15</sup>.

15. La Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires (ICAN) salue la signature, en 2018, du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et demande instamment à l'État de le ratifier<sup>16</sup>.

16. La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) accueille avec satisfaction la ratification, en 2017, de la Convention interaméricaine sur la protection des droits de l'homme des personnes âgées<sup>17</sup>.

17. Les auteurs de la communication conjointe n° 15 recommandent à l'État de renforcer ses relations avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)<sup>18</sup>.

## **B. Cadre national des droits de l'homme<sup>19</sup>**

18. En 2018 la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a souligné que l'État plurinational de Bolivie avait mis en place le système plurinational de suivi, de contrôle et de statistique des recommandations relatives aux droits de l'homme en Bolivie (SIPLUS Bolivia)<sup>20</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 15 relèvent cependant que les données du système ne sont pas actuelles et recommandent de les mettre à jour régulièrement<sup>21</sup>.

19. La Fondation Front Line Defenders signale que dans une nouvelle loi sur les fonctions du Bureau du Défenseur du peuple, adoptée en 2016, les références à l'indépendance de celui-ci à l'égard du pouvoir politique ont été supprimées et que les personnes nommées depuis lors à cette charge ont été considérées comme inféodées aux intérêts du Gouvernement<sup>22</sup>.

## **C. Respect des obligations internationales en matière de droits de l'homme, compte tenu du droit international humanitaire applicable**

### **1. Questions touchant plusieurs domaines**

#### *Égalité et non-discrimination<sup>23</sup>*

20. Deux communications signalent que le Comité national de lutte contre le racisme et toutes les formes de discrimination a entrepris la mise en œuvre du Plan multisectoriel de lutte contre le racisme et toutes les formes de discrimination (2016-2020)<sup>24</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 15 recommandent à l'État d'allouer des ressources suffisantes à l'exécution du Plan, de renforcer les comités départementaux et de prendre des mesures d'action positive en faveur des groupes vulnérables<sup>25</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 18 font observer que la discrimination à l'égard des peuples autochtones et des paysans persiste<sup>26</sup>.

21. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 indiquent que les lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes (LGBTI) connaissent une forte discrimination et un niveau élevé de violence, dans un climat de totale impunité<sup>27</sup>. Deux communications notent que les droits des femmes et des personnes LGBTI sont constamment remis en cause par des groupes fondamentalistes et conservateurs<sup>28</sup>.

22. La CIDH souligne qu'en 2016 l'Assemblée législative plurinationale a adopté la loi relative à l'identité de genre<sup>29</sup>. Deux communications indiquent qu'en 2017 le Tribunal constitutionnel plurinational a déclaré cette loi en partie inconstitutionnelle, affirmant que le droit à l'identité de genre n'impliquait pas l'accès à tous les droits fondamentaux, notamment au droit au mariage, à l'adoption et à la parité dans le processus électoral<sup>30</sup>.

#### *Développement, environnement, entreprises et droits de l'homme<sup>31</sup>*

23. Trois communications signalent que l'augmentation des activités d'exploration et d'exploitation des ressources minières et des hydrocarbures et la réalisation de grands travaux d'infrastructure, conjuguées à des mesures législatives qui amoindrissent la

protection de l'environnement, ont conduit à plusieurs cas de pollution grave et à des violations du droit à l'eau et du droit à l'alimentation<sup>32</sup>.

24. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 indiquent que « l'intérêt public » ou le « caractère stratégique » supposé des activités extractives l'emportent sur les droits de l'homme des communautés concernées. Ils relèvent également une hausse des émissions de mercure provenant des activités minières et notent que, bien qu'elle ait ratifié la Convention de Minamata sur le mercure, la Bolivie n'a pas adopté de législation générale concernant la pollution par les métaux lourds<sup>33</sup>.

25. Les auteurs de la communication conjointe n° 16 font observer que l'extension des surfaces agricoles, promue par l'État, menace les territoires et les moyens de subsistance des familles autochtones et contribue à la déforestation et à la destruction des écosystèmes<sup>34</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 signalent l'utilisation croissante et non contrôlée de produits agrochimiques, y compris des substances les plus toxiques, ainsi que la commercialisation et l'utilisation de maïs génétiquement modifié alors que la loi l'interdit<sup>35</sup>.

## 2. Droits civils et politiques

### *Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne*<sup>36</sup>

26. L'Institut de thérapie et de recherche sur les séquelles de la torture et de la violence d'État note que dans les dispositions du Code pénal relatives à l'interdiction de la torture d'importants éléments exigés par la Convention contre la torture ne figurent pas<sup>37</sup>.

27. Les auteurs de plusieurs communications signalent des cas d'utilisation excessive de la force et des cas de détention arbitraire par les forces de l'ordre dans le cadre de la répression des mouvements de protestation<sup>38</sup>.

28. Les auteurs de deux communications indiquent que l'action du Service de lutte contre la torture (SEPRET) a donné quelques résultats positifs, mais que le manque d'indépendance de cet organe à l'égard du Ministère de la justice limite considérablement sa crédibilité. Les auteurs recommandent à l'État de modifier la loi n° 474 afin de garantir la nécessaire indépendance du SEPRET, conformément aux normes internationales<sup>39</sup>.

29. Les auteurs de la communication conjointe n° 15 reconnaissent que l'État a pris des mesures pour décongestionner le système de justice pénale, mais indiquent que rien n'a été fait pour améliorer les conditions de vie en détention ou pour réduire le taux élevé de placement en détention provisoire, qui se traduit par une surpopulation dans les prisons<sup>40</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 recommandent à l'État de mettre en œuvre des politiques pour garantir la protection des enfants en milieu carcéral<sup>41</sup>.

30. L'Institut de thérapie et de recherche sur les séquelles de la torture et de la violence d'État note que la torture et d'autres formes de mauvais traitements continuent d'être utilisés pour punir et intimider les détenus et que, ces dernières années, des actions punitives ont été infligées massivement à des prisonniers dans les prisons de Villa Busch et de Palmasola<sup>42</sup>.

31. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 recommandent à la Bolivie d'adopter une loi pour lutter contre les crimes de haine visant les personnes LGBTI et élaborer un protocole d'action à l'usage de la police et des professionnels de la justice concernant les droits de ces personnes<sup>43</sup>.

### *Administration de la justice, impunité et primauté du droit*<sup>44</sup>

32. Les auteurs de la communication conjointe n° 17 font observer que l'élection par vote populaire de juges et de magistrats aux juridictions les plus élevées, après présélection des candidats par l'Assemblée législative, a fait l'objet de critiques en raison du risque d'interférence politique. Ils recommandent à l'État plurinational de Bolivie de réviser la législation en vigueur afin d'assurer un processus véritablement objectif et impartial<sup>45</sup>.

33. Les auteurs de deux communications recommandent à l'État de garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire, de lui allouer les ressources nécessaires à son bon fonctionnement et de mettre un terme à la nomination de juges et de procureurs à titre provisoire<sup>46</sup>. La CIDH indique qu'elle a reçu en 2017 des informations selon lesquelles 88 magistrats avaient été révoqués en masse, sans explication et sans que les garanties d'une procédure régulière aient été respectées<sup>47</sup>.

34. Les auteurs de la communication conjointe n° 18 notent que l'État continue de faire juger par des tribunaux ordinaires des autochtones qui devraient être jugés par leurs propres autorités. Ils recommandent d'abroger la loi n° 73/10 relative à la répartition des compétences juridictionnelles, d'élaborer, avec la participation des peuples autochtones, un nouvel ensemble de règles qui soient conformes à la Constitution et aux instruments internationaux et d'établir des mécanismes de coordination entre les tribunaux ordinaires, les tribunaux des affaires agraires et environnementales et les tribunaux autochtones<sup>48</sup>.

35. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 indiquent que l'administration judiciaire applique un « protocole à suivre pour juger en tenant compte d'une perspective de genre », mais que les personnes LGBTI continuent de faire l'objet de discrimination dans le système de la justice ; ils ajoutent qu'une seule affaire de meurtre dont la victime était une personne LGBTI est arrivée jusqu'à un procès<sup>49</sup>.

36. Les auteurs de trois communications évoquent l'établissement, en 2017, de la Commission de la vérité chargée d'enquêter sur les violations graves des droits de l'homme commises pendant le régime militaire entre 1964 et 1982. Ils recommandent à la Bolivie de renforcer la Commission afin qu'elle puisse obtenir rapidement des résultats et permette de traduire en justice les auteurs de ces violations<sup>50</sup>. L'Institut de thérapie et de recherche sur les séquelles de la torture et de la violence d'État et les auteurs de la communication conjointe n° 15 recommandent également à la Commission de la vérité de publier des rapports sur ses activités et sur les résultats obtenus, de faciliter la participation des victimes et des membres de leurs familles, de déclassifier les archives des forces armées et d'offrir aux victimes une indemnisation juste et opportune, y compris les moyens nécessaires à leur réadaptation physique et psychologique<sup>51</sup>.

#### *Libertés fondamentales et droit de participer à la vie publique et à la vie politique*<sup>52</sup>

37. Les auteurs de trois communications font observer que la Constitution garantit l'exercice des droits fondamentaux, comme les droits à la liberté d'association, à la liberté d'opinion, à la liberté d'expression, à l'information et à la liberté de la presse, mais que dans la pratique ces droits sont soumis à des restrictions<sup>53</sup>.

38. Les auteurs de la communication conjointe n° 17 signalent que la loi n° 351 de 2013, qui régit l'octroi de la personnalité juridique aux organisations non gouvernementales qui opèrent dans plus d'un département, aux églises et aux groupes religieux, ainsi que les décrets d'application de cette loi (décrets suprêmes n° 1597 de 2013 et n° 1987 de 2014) permettent une marge discrétionnaire dans la décision d'accorder ou non la personnalité juridique<sup>54</sup>. Les auteurs de plusieurs communications expriment des préoccupations similaires et recommandent à la Bolivie d'abroger cette loi et de respecter les normes internationales relatives au droit à la liberté d'association<sup>55</sup>.

39. L'Alliance Defending Freedom International (ADF – International) et le Centre européen pour la justice et les droits de l'homme (ECLJ) observent que les conditions d'enregistrement pénalisent indûment les groupes religieux<sup>56</sup>.

40. Les auteurs de plusieurs communications signalent que ces dernières années des organisations non gouvernementales et des défenseurs des droits de l'homme ont été victimes d'agressions et d'actes de harcèlement, et ont également été la cible de déclarations publiques des autorités gouvernementales, mettant en cause et stigmatisant leurs activités. Ils recommandent à l'État de faire en sorte que les organisations non gouvernementales et les défenseurs des droits de l'homme bénéficient d'un environnement sûr, favorable à leurs actions, d'enquêter sur tous les cas signalés d'agression et de harcèlement, de reconnaître dans des déclarations publiques que les défenseurs des droits de l'homme sont des acteurs légitimes et essentiels de la société, et de mettre en place un cadre législatif et opérationnel permettant leur protection<sup>57</sup>.

41. La Fondation Front Line Defenders indique que le harcèlement judiciaire est la forme de représailles la plus fréquemment utilisée contre les défenseurs des droits de l'homme, en particulier contre les défenseurs des droits des peuples autochtones et des droits environnementaux, et tous ceux qui travaillent sur des affaires dans lesquelles la responsabilité de l'État peut être engagée<sup>58</sup>. L'organisation note qu'en 2018 l'État plurinational de Bolivie a signé l'Accord régional sur l'accès à l'information, la participation du public et l'accès à la justice en matière d'environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes, par lequel il s'est engagé à promouvoir la participation de la population et à renforcer la protection des défenseurs des droits environnementaux<sup>59</sup>.

42. La Fundación Latinoamericana por los Derechos Humanos y el Desarrollo Social fait remarquer que le Gouvernement mène une politique de soutien aux radios communautaires, qui a pour objet de donner une identité plurinationale et multilingue au système de diffusion<sup>60</sup>.

43. Les auteurs de deux communications recommandent à l'État d'adopter une loi sur l'accès à l'information publique<sup>61</sup>.

44. L'Association des journalistes de La Paz indique que le Gouvernement a retiré provisoirement les publicités publiques aux médias considérés comme des opposants<sup>62</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 8 font observer que cette mesure, de même que l'obligation faite aux médias de diffuser gratuitement les avis et les campagnes publics, qui entraîne des pertes importantes en particulier pour les entreprises d'information petites et moyennes, restreint la liberté de la presse<sup>63</sup>.

45. Les auteurs de la communication conjointe n° 12 signalent que des agents du gouvernement accusent systématiquement les journalistes de mentir à des fins politiques<sup>64</sup>. L'Association des journalistes de La Paz indique que le Gouvernement a tenté d'assigner des journalistes devant les tribunaux ordinaires, alors que la loi régissant l'activité des médias prévoit que les journalistes doivent être jugés par un tribunal chargé des délits de presse et non par une juridiction ordinaire<sup>65</sup>.

46. Le Comité pour la protection des journalistes signale que le Code pénal et la loi sur la presse contiennent des dispositions qui restreignent la liberté d'expression, en particulier les dispositions qui portent sur la diffamation et la calomnie. Il recommande à l'État de réviser la législation de façon à la rendre conforme aux normes internationales relatives à la liberté d'expression<sup>66</sup>.

47. Les auteurs de deux communications recommandent de mettre fin à toute forme de contrôle, de suivi et de surveillance des journalistes sur les supports numériques, en particulier de leurs échanges et activités sur les réseaux sociaux et les blogs<sup>67</sup>.

#### *Interdiction de toutes les formes d'esclavage<sup>68</sup>*

48. Les auteurs de deux communications soulignent que l'État plurinational de Bolivie dispose d'un cadre normatif et de politiques publiques de lutte contre la traite et le trafic des êtres humains. Ils lui recommandent d'assurer la mise en œuvre complète et effective du Plan multisectoriel de développement global visant à lutter contre la traite et le trafic des personnes 2016-2020, d'accroître la participation de la société civile au Conseil plurinational et aux conseils départementaux de lutte contre la traite et le trafic des personnes, d'augmenter le budget consacré à la répression de tels actes et à la prise en charge des victimes, de renforcer le contrôle aux frontières et d'établir un système de données statistiques sur la traite et le trafic des êtres humains et les infractions connexes<sup>69</sup>.

#### *Droit au respect de la vie privée et à la vie de famille<sup>70</sup>*

49. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 notent que la Constitution garantit le droit au respect de la vie privée et prévoit une forme de recours visant la protection de la vie privée (*Acción de Protección de Privacidad*). Ils font cependant remarquer que la loi de 2018 relative à la citoyenneté numérique assure une protection limitée contre l'utilisation abusive des données et informations recueillies par les institutions publiques ou privées qui fournissent un service public. Ils recommandent à l'État plurinational de Bolivie d'adopter

une loi sur les données personnelles afin de garantir la protection des données, et d'établir une autorité de contrôle technique indépendante<sup>71</sup>.

50. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 notent que la sphère familiale est toujours considérée comme la responsabilité quasi exclusive des femmes et recommandent à l'État d'encourager la coresponsabilité des hommes dans la famille<sup>72</sup>.

### 3. Droits économiques, sociaux et culturels

#### *Droit au travail et droit à des conditions de travail justes et favorables*

51. Les auteurs de la communication conjointe n° 15 recommandent à l'État de mettre en œuvre une politique de l'emploi durable, de réaliser des programmes de production dans les zones rurales et de promouvoir le développement industriel des ressources naturelles renouvelables<sup>73</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 lui recommandent de mettre en œuvre des programmes de promotion de l'emploi visant à assurer pour les femmes, y compris dans les zones rurales, un plein emploi dans des conditions dignes<sup>74</sup>.

52. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 notent que les préjugés et les stéréotypes entravent l'accès des personnes LGBTI à des emplois dignes. Ils soulignent que l'Administration autonome municipale de La Paz a adopté, en 2018, la loi n° 311 relative à la promotion et au respect des droits fondamentaux des personnes ayant une orientation sexuelle ou une identité de genre différente, qui vise à garantir le respect de leurs droits dans différents domaines, notamment dans l'emploi, et recommandent à la Bolivie de mettre en œuvre des politiques d'action positive pour permettre aux personnes LGBTI d'avoir accès à l'emploi<sup>75</sup>.

#### *Droit à la sécurité sociale*

53. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 signalent que les employées de maison salariées ne peuvent pas être affiliées à la sécurité sociale parce que le règlement d'application de la loi régissant cette profession (loi n° 2450), promulguée il y a quinze ans, n'a toujours pas été adopté ; ils recommandent à la Bolivie d'y remédier<sup>76</sup>.

#### *Droit à un niveau de vie suffisant<sup>77</sup>*

54. Les auteurs de la communication conjointe n° 15 soulignent qu'entre 2005 et 2017, l'État plurinational de Bolivie est parvenu à réduire l'extrême pauvreté, dont le taux est passé de 36,7 % à 17,9 %, ainsi que la pauvreté moyenne, dont le taux est passé de 59 % à 37 % et que 31 % de la population ont bénéficié des programmes de paiements conditionnels comme les bons scolaires « Juancito Pinto » et « Juana Azurduy », la pension « dignité » et la pension « solidarité », en 2016<sup>78</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 notent que, malgré ces progrès, les disparités persistent entre hommes et femmes, de même qu'entre zones urbaines et zones rurales<sup>79</sup>.

55. La Fondation Front Line Defenders note que chez les peuples autochtones les taux de pauvreté sont toujours disproportionnés par rapport au reste de la population<sup>80</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 18 recommandent à l'État de redéfinir la structure et les orientations stratégiques de l'appui fourni dans le cadre du Fonds de développement des peuples autochtones, des nations premières et des communautés paysannes (FONDIOC) afin de garantir la participation des organisations autochtones à la prise de décisions concernant la destination des fonds et le contrôle de leur utilisation<sup>81</sup>.

56. Les auteurs de deux communications saluent la mise en œuvre réussie de l'assurance agricole, qui a permis de réduire la pauvreté et de promouvoir la souveraineté alimentaire<sup>82</sup>.

57. Les auteurs de la communication conjointe n° 18 indiquent que la Constitution garantit le droit à l'alimentation et le droit à la propriété intellectuelle collective des savoirs des peuples autochtones, mais que les règles en vigueur vont dans le sens de la privatisation du secteur des semences et menace la propriété collective et ancestrale des semences<sup>83</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 16 indiquent que l'utilisation de produits agrochimiques et de semences génétiquement modifiées contribue à la disparition des semences autochtones<sup>84</sup>.

58. Les auteurs de deux communications soulignent l'augmentation des investissements publics visant à permettre aux populations rurales d'avoir accès à l'eau<sup>85</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 18 estiment que les projets d'approvisionnement en eau ne permettent pas un accès à une eau de qualité, en quantité suffisante, et recommandent que ces projets ne soient pas utilisés à des fins politiques. Ils signalent également que les sources d'eau ont été contaminées à la suite des activités extractives et agro-industrielles et recommandent à l'État de déclarer causes prioritaires nationales le traitement complet des bassins versants, l'approvisionnement en eau potable, l'irrigation et la protection des réserves naturelles<sup>86</sup>.

59. Les auteurs de la communication conjointe n° 15 signalent que l'État a pris des mesures pour financer le logement social, mais que celles-ci n'ont pas suffi à réduire le déficit de logements au niveau national ; les autorités n'ont pas réussi à mettre en place une politique intégrée dans le domaine de l'occupation des terres, du logement et de l'habitat<sup>87</sup>.

#### *Droit à la santé*<sup>88</sup>

60. Le CETIM salue la décision de l'État plurinational de Bolivie de mettre en place une couverture maladie universelle par le moyen du système unique de santé, qui permettra de fournir des soins de santé gratuits à plus de 50 % de la population ne disposant d'aucune couverture. Il recommande à l'État d'allouer des ressources financières accrues au secteur de la santé, en particulier dans les régions les plus marginalisées<sup>89</sup>.

61. Les auteurs de la communication conjointe n° 18 signalent que le système de santé publique n'englobe pas la médecine traditionnelle et que les soins médicaux ne sont pas dispensés dans la langue des peuples autochtones, dans le respect de leur culture sans tenir compte de la perspective de genre. Ils ajoutent que dans les territoires touchés par les activités minières il n'existe pas de services de santé spécialisés dans les maladies associées à ces activités<sup>90</sup>.

62. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 notent que le pays a un arsenal législatif important, quoique insuffisant, pour l'élaboration de politiques publiques permettant la promotion des droits en matière de sexualité et de procréation, mais que l'application en est insuffisante ; ils recommandent à la Bolivie de mettre en œuvre le Plan national de santé sexuelle et procréative 2016-2020<sup>91</sup>. Les auteurs de deux communications recommandent à l'État d'adopter une loi complète dans ce domaine<sup>92</sup>.

63. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 constatent un manque d'information sur les méthodes contraceptives modernes et un accès restreint à celles-ci, ce qui entrave les actions de prévention des grossesses non désirées et des avortements chez les adolescentes, principalement dans les zones rurales<sup>93</sup>. Les auteurs de plusieurs communications recommandent de renforcer la mise en œuvre du Plan plurinational pour la prévention des grossesses chez les adolescentes et les jeunes filles<sup>94</sup>.

64. Les auteurs de la communication conjointe n° 16 indiquent que le taux de mortalité maternelle dans le pays est l'un des plus élevés de la région ; les jeunes femmes peu scolarisées, au taux de fécondité élevé, qui vivent dans les zones rurales et en situation de pauvreté sont les plus touchées<sup>95</sup>. ADF International recommande à l'État d'améliorer l'infrastructure des soins de santé, l'accès aux soins obstétricaux d'urgence et la formation des sages-femmes, d'accroître les ressources allouées à la santé maternelle et de renforcer l'accès aux soins de santé des femmes des milieux pauvres ou ruraux<sup>96</sup>. ADF International traite également de la question du droit à la vie dans le contexte de l'avortement<sup>97</sup>.

65. Amnesty International (AI) note que l'avortement constitue une infraction pénale sauf lorsque la vie ou la santé de la femme ou de la fille est en danger ou lorsque la grossesse est le résultat d'un viol ou d'un inceste<sup>98</sup>. Les auteurs de plusieurs communications recommandent à l'État de réviser le Code pénal de façon à dépénaliser l'avortement en toutes circonstances et à éliminer tous les obstacles administratifs et pratiques à un avortement légal, dans les conditions de sécurité<sup>99</sup>. Les auteurs de deux communications lui recommandent de faire en sorte que l'arrêt n° 0206/2014 du Tribunal constitutionnel, qui a déclaré inconstitutionnelle l'obligation d'obtenir l'autorisation d'un juge pour faire interrompre légalement une grossesse en cas de viol et d'inceste soit respecté<sup>100</sup>.

66. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 se disent préoccupés par l'alliance formée par des groupes religieux opposés aux avancées législatives dans le domaine des droits sexuels et procréatifs et aux politiques publiques appliquées et des hommes politiques partageant les mêmes positions ; ils recommandent de faire respecter le principe de la séparation de l'église et de l'État, consacré par la Constitution<sup>101</sup>.

67. Les auteurs de deux communications recommandent l'élaboration d'un protocole de soins de santé pour les personnes LGBTI<sup>102</sup>.

68. Les auteurs de la communication conjointe n° 15 recommandent à l'État de mettre en œuvre des programmes de prise en charge des personnes vivant avec le VIH et des programmes de prévention et d'élaborer des campagnes de sensibilisation pour lutter contre la discrimination et la stigmatisation de ces personnes<sup>103</sup>.

#### *Droit à l'éducation*<sup>104</sup>

69. Les auteurs de la communication conjointe n° 15 notent que l'État plurinational de Bolivie occupe le deuxième rang des pays de la région en termes de ressources consacrées à l'éducation et que les disparités entre les zones urbaines et les zones rurales se sont réduites<sup>105</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 recommandent d'évaluer l'incidence des politiques publiques en matière d'éducation sur la qualité de l'enseignement et d'améliorer le système statistique dont le Ministère de l'éducation a la charge<sup>106</sup>.

70. Les auteurs de deux communications font état des progrès enregistrés dans les taux d'alphabétisation et de fréquentation scolaire des peuples autochtones<sup>107</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 18 indiquent que des programmes scolaires régionalisés ont été élaborés pour les différents peuples autochtones et que des centres d'enseignement à distance ont été créés dans les zones rurales. Ils recommandent à l'État d'allouer davantage de ressources pour mettre pleinement en œuvre les programmes scolaires régionalisés, de créer des établissements scolaires en nombre suffisant dans les zones rurales, d'intégrer les universités autochtones dans le système universitaire national, et de mettre en place des mécanismes pour permettre aux sages des communautés autochtones d'enseigner dans les établissements scolaires<sup>108</sup>.

71. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 recommandent d'inclure dans les programmes d'enseignement un programme d'éducation sexuelle interculturelle, laïque et respectant la diversité sexuelle et de genre<sup>109</sup>. Les auteurs de deux communications recommandent à l'État de réaliser le Plan plurinational intégré en matière de sexualité dans le cadre du système éducatif plurinational<sup>110</sup>.

72. Les auteurs de la communication conjointe n° 12 recommandent à l'État d'élaborer un protocole pédagogique pour prévenir la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre<sup>111</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 recommandent une évaluation de la mise en œuvre du Plan national d'éducation aux droits de l'homme et la mise en place de mesures pour en assurer l'exécution<sup>112</sup>.

73. Les auteurs de deux communications notent que la politique d'inclusion promue par l'État a permis d'accroître la scolarisation des enfants handicapés, mais que la situation ne s'est pas améliorée en ce qui concerne l'accessibilité matérielle des infrastructures et les barrières d'ordre culturel, ce qui entrave l'exercice du droit à l'éducation par les enfants handicapés<sup>113</sup>.

#### **4. Droits de groupes ou de personnes spécifiques**

##### *Femmes*<sup>114</sup>

74. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 indiquent que l'État plurinational de Bolivie s'est doté d'un important cadre normatif et institutionnel en matière de protection des droits des femmes. Toutefois, ils relèvent que le Vice-Ministère pour l'égalité des chances du Ministère de la justice ne dispose pas de ressources humaines et financières suffisantes pour s'acquitter de ses fonctions et mettre en œuvre les plans et programmes relevant de sa compétence, et que les mécanismes pour l'égalité femmes-hommes aux niveaux départemental et municipal connaissent les mêmes

contraintes<sup>115</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 18 recommandent d'intégrer dans les politiques et programmes relatifs à l'égalité femmes-hommes une perspective autochtone<sup>116</sup>.

75. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 notent que plusieurs lois consacrent le principe de la parité dans le processus électoral et que la participation des femmes à la vie politique a grandement progressé. Ils font toutefois observer que la plupart des mesures prises n'ont pas pour ambition de lutter contre les inégalités structurelles qui empêchent les femmes de participer à la vie politique sur un pied d'égalité, en particulier dans les partis et organisations politiques, et recommandent à l'État de prendre des mesures pour faire changer les pratiques patriarcales dans la sphère politique<sup>117</sup>.

76. Les auteurs de deux communications relèvent que, malgré une loi spécifique de lutte contre le harcèlement et la violence politique à l'égard des femmes, les cas signalés, dont la plupart restent impunis, ont augmenté ; ils recommandent à l'État de veiller à faire appliquer sans réserve la loi contre le harcèlement et la violence politique contre les femmes<sup>118</sup>.

77. Les auteurs de trois communications indiquent qu'il existe en Bolivie des lois, des politiques et des institutions conçues pour lutter contre la violence à l'égard des femmes ainsi que des institutions chargées de travailler à l'élimination de ce type de violence, mais que des problèmes d'application divers entravent l'action effective dans ce domaine<sup>119</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 10 recommandent à la Bolivie de faire connaître et promouvoir la loi générale visant à garantir aux femmes une vie exempte de violence (loi n° 348 de 2013) à l'échelle locale et d'intensifier les efforts de prévention de la violence fondée sur le genre, en particulier dans les zones rurales, d'accroître les ressources allouées à l'aide aux victimes, de veiller à ce que la conciliation ne soit pas utilisée dans les affaires de violence à l'égard des femmes et de créer des foyers d'accueil dans les municipalités et les départements ayant un gouvernement propre<sup>120</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 recommandent à l'État d'établir un registre unique des victimes de la violence et d'évaluer les effets de l'application de la loi n° 348 dans les communautés autochtones et afro-boliviennes<sup>121</sup>.

78. En 2017 la Commission interaméricaine des droits de l'homme a déclaré qu'il fallait que l'État modifie le Code pénal de façon que l'absence de consentement soit l'élément central du viol, et que l'intimidation et la violence physique ou psychologique ne soient plus exigées pour la qualification du viol. Elle recommande également que les normes relatives aux atteintes sexuelles sur la personne de mineurs soient rendues conformes aux normes internationales applicables en la matière<sup>122</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 indiquent que les femmes et les filles victimes de violences sexuelles se heurtent souvent à des obstacles importants pour obtenir justice, notamment au risque de nouvelle victimisation et à la lenteur des procédures<sup>123</sup>.

79. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 recommandent à l'État de renforcer le cadre législatif et les politiques de lutte contre la violence à l'égard des femmes dans les supports numériques et de former les juges, les procureurs et les policiers au traitement de ce type d'affaires<sup>124</sup>.

#### *Enfants*<sup>125</sup>

80. Les auteurs de deux communications notent qu'en 2017 l'État plurinational de Bolivie a adopté le Plan plurinational pour les enfants et les adolescents 2016-2021, mais que l'on ne dispose d'aucune information sur sa réalisation ou sur les résultats obtenus<sup>126</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 10 indiquent que les programmes départementaux et municipaux pour l'enfance, en tant que parties intégrantes du cadre opérationnel de mise en œuvre des plans et projets pour l'enfance, n'ont pas encore été adoptés<sup>127</sup>.

81. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 recommandent à l'État de garantir l'application de l'arrêt n° 0025/2017 du Tribunal constitutionnel, qui a jugé inconstitutionnelle la possibilité d'autoriser à titre exceptionnel le travail des enfants de moins de 14 ans, et de mener des politiques publiques pour éliminer le travail des enfants et

atteindre les objectifs fixés dans l'initiative régionale pour l'élimination du travail des enfants en Amérique latine et dans les Caraïbes<sup>128</sup>.

82. Les auteurs de deux communications indiquent que, bien qu'il existe des règlements et des protocoles adoptés élaborés pour lutter contre la violence à l'égard des enfants et des adolescents, les taux de violence à leur égard sont toujours élevés ; ils recommandent à l'État de mettre en œuvre une politique nationale intersectorielle de prévention et de lutte dans ce domaine, de renforcer les enquêtes et d'améliorer les services d'assistance complète des victimes<sup>129</sup>.

83. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 font observer que les mariages et unions forcés et précoces de filles et d'adolescentes sont un problème notoire dans le pays, principalement dans les zones rurales<sup>130</sup>.

#### *Minorités et peuples autochtones*<sup>131</sup>

84. Les auteurs de la communication conjointe n° 18 notent que la Constitution et la loi-cadre n° 031/10 sur l'autonomie prévoient de donner aux peuples autochtones accès à l'autonomie locale, mais que la mise en œuvre de cette disposition se heurte à des obstacles concrets, tels que le manque de ressources et l'existence de règles et de règlements nationaux qui entravent l'exercice de l'autonomie<sup>132</sup>.

85. Les auteurs de plusieurs communications indiquent que, malgré la reconnaissance constitutionnelle du droit à la consultation, un ensemble de règles applicables aux activités extractives et à l'exploitation des ressources naturelles ou à la réalisation de travaux d'infrastructure (routes et barrages) a introduit des exceptions ou des limitations procédurales qui enfreignent ce droit. Ils recommandent à l'État plurinational de Bolivie d'abroger cette réglementation, de mettre le cadre juridique applicable au secteur de l'exploitation minière et des hydrocarbures en conformité avec la Convention n° 169 de l'OIT et d'accorder des mesures de réparation complète aux communautés autochtones dont le droit à la consultation n'a pas été respecté<sup>133</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 16 lui recommandent également de mettre en place des mécanismes appropriés pour assurer la pleine participation des femmes autochtones aux processus de consultation<sup>134</sup>.

86. Les auteurs de trois communications indiquent que la loi n° 969 de 2017, qui autorise la construction d'une route sur le territoire autochtone et parc national Isiboro Securé (TIPNIS), territoire qui était auparavant protégé et où vivent quelque 14 000 personnes, essentiellement autochtones, suscite des inquiétudes en raison du manque de consultations organisées à ce sujet, des dommages environnementaux du projet et de la réalisation éventuelle d'autres projets d'infrastructure et d'extraction dans cette zone. Ils recommandent à l'État d'abroger la loi n° 969 et de garantir le droit au consentement préalable, libre et éclairé des peuples autochtones concernés<sup>135</sup>.

87. Les auteurs de trois communications soulignent que la Constitution protège les peuples autochtones qui sont isolés volontairement et n'ont pas de contact avec le reste du pays. Ils notent cependant que le décret d'application de la loi n° 450, relative à la protection des nations et peuples autochtones premiers particulièrement vulnérables, n'a pas été adopté, que la loi ne déclare pas l'intangibilité des territoires occupés par ces peuples et que la direction générale chargée de la protection des nations et peuples autochtones premiers, prévue par cette loi, n'a pas été établie<sup>136</sup>.

88. Les auteurs de la communication conjointe n° 15 recommandent à la Bolivie de recueillir des données statistiques ventilées afin que des décisions appropriées puissent être prises dans le cadre de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine et d'intégrer une dimension ethnico- raciale dans le système de planification globale de l'État<sup>137</sup>.

#### *Migrants, réfugiés, demandeurs d'asile et personnes déplacées dans leur propre pays*<sup>138</sup>

89. Les auteurs de la communication conjointe n° 15 indiquent que la Bolivie mène depuis 2016 des programmes visant à régulariser la situation des étrangers en matière de séjour, mais que la discrimination et la xénophobie n'ont pas disparu dans le pays. Ils

recommandent à l'État de promouvoir l'intégration des migrants dans la société et de renforcer l'action du Comité de lutte contre la discrimination à l'égard de cette population<sup>139</sup>.

#### Notes

- <sup>1</sup> The stakeholders listed below have contributed information for this summary; the full texts of all original submissions are available at: [www.ohchr.org](http://www.ohchr.org). (One asterisk denotes a national human rights institution with "A" status).

##### *Civil society*

##### *Individual submissions:*

|                   |  |
|-------------------|--|
| ADF International | Alliance Defending Freedom International (Switzerland);  |
| AI                | Amnesty International, London (United Kingdom);  |
| APLP              | Asociación de Periodistas de La Paz (Plurinational State of Bolivia);  |
| CETIM             | Centre Europe – Tiers Monde (Switzerland);   |
| CPJ               | Committee to Protect Journalists (United States of America);   |
| ECLJ              | The European Centre for Law and Justice (France);  |
| FLD               | Front Line Defenders – The International Foundation for the Protection of Human Rights Defenders (Ireland);            |
| FUNDALATIN        | Fundación Latinoamericana por los Derechos Humanos y el Desarrollo Social (Bolivarian Republic of Venezuela);          |
| ICAN              | International Campaign to Abolish Nuclear Weapons (Switzerland);   |
| ITEI              | Institute for Research and Therapy of the Consequences of Torture and State violence (Plurinational State of Bolivia); |
| Red LBBol         | Red de Mujeres Lesbianas y Bisexuales de Bolivia (Plurinational State of Bolivia).                                     |

##### *Joint submissions:*

|     |  |
|-----|--|
| JS1 | <b>Joint submission 1 submitted by:</b> Apoyo para el Campesino e Indígena del Oriente Boliviano – APCOB (Plurinational State of Bolivia); Asamblea Permanente de Derechos Humanos de Bolivia – APDHB (Plurinational State of Bolivia); Asamblea Permanente de Derechos Humanos de La Paz – APDH-LP (Plurinational State of Bolivia); Capitanía Comunal Takovo Mora – CTM (Plurinational State of Bolivia); Caritas Pastoral Social Tarija (Plurinational State of Bolivia); Centro de Comunicación y Desarrollo Andino – CENDA (Plurinational State of Bolivia); Centro de Documentación e Información Bolivia – CEDIB (Plurinational State of Bolivia); Centro de Ecología y Pueblos Andinos – CEPA (Plurinational State of Bolivia); Centros de Estudios y Apoyo al Desarrollo Local – CEADL (Plurinational State of Bolivia); Centro de Investigación y Promoción del Campesinado – CIPCA (Plurinational State of Bolivia); Comunidad Caigua área de influencia directa del Parque Nacional Aguargüe (Plurinational State of Bolivia); Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas – CAOI (Plurinational State of Bolivia); Coordinadora Nacional de Defensa de Territorios Indígenas Originarios Campesinos y Áreas Protegidas – CONTIOCAP (Plurinational State of Bolivia); Coordinadora para la Defensa de la Amazonia – CODA (Plurinational State of Bolivia); Coordinadora en defensa de la autodeterminación de los pueblos y el medio ambiente – CODAPMA (Plurinational State of Bolivia); Colectivo Árbol Santa Cruz (Plurinational State of Bolivia); Colectivo de Coordinación de Acciones Socio Ambientales – Colectivo Casa (Plurinational State of Bolivia); Colectivo Consumidoras Conscientes (Plurinational State of Bolivia); Colectivo No a la Tala de Árboles en Cochabamba (Plurinational State of Bolivia); Colectivo Salvaginas (Plurinational State of Bolivia); Colectivo Wasi Pacha |
|-----|--|

(Plurinational State of Bolivia); Comité de Defensa Valle de Tucabaca – CDVT (Plurinational State of Bolivia); Comité de Gestión Reserva Vida Silvestre Tucabaca – CGAP/UCPNT (Plurinational State of Bolivia); Consejo Continental Guaraní (Paraguay); Ecotambo – Tejiendo Transiciones – ECOTAMBO (Plurinational State of Bolivia); El Q’epi del Trueque Bolivia (Plurinational State of Bolivia); Escuela de Lideres Ambientales – ELA (Plurinational State of Bolivia); Fundación Jubileo (Plurinational State of Bolivia); Grupo de Trabajo Cambio Climático y Justicia – GTCC-J (Plurinational State of Bolivia); Promoción Integral de la Mujer y la Infancia – INFANTE (Plurinational State of Bolivia); Jacha Marka Tapacari Condor Apacheta (Plurinational State of Bolivia); Asociación de Creadores y Autores del Audiovisual y Cine de Cochabamba – LA RED (Plurinational State of Bolivia); Mancomunidad de Comunidades indígenas de ríos Beni, Tuichi y Quiquibey – MANRIBEQ (Plurinational State of Bolivia); Plataforma Bolivia Libre de Transgénicos – BLT (Plurinational State of Bolivia); Plataforma por el Medio Ambiente y la Vida (Plurinational State of Bolivia); Productividad Biosfera Medioambiente – PROBIOMA (Plurinational State of Bolivia); Red Eclesial Panamazónica – Mojos (Plurinational State of Bolivia); Red Nacional de Mujeres en Defensa de la Madre Tierra – RENAMAT (Plurinational State of Bolivia); Sociedad de Arqueología de La Paz – SALP (Plurinational State of Bolivia); Somos Sur (Plurinational State of Bolivia); Sub Central Tariquía (Plurinational State of Bolivia); Sub Central Cabildos Indigenales región Isiboro-Secure TIPNIS (Plurinational State of Bolivia); Reacción Climática (Plurinational State of Bolivia); Taller de Iniciativas de Estudios Rurales y Agrarios – TIERRA (Plurinational State of Bolivia); Veeduría Ciudadana de Derechos Humanos – VCDDHH (Plurinational State of Bolivia); Warmis en Resistencia – Espacio de Mujeres (Plurinational State of Bolivia); Nación Qhara Qhara (Plurinational State of Bolivia); Ayllu Fundo Rustico Acre Antequera (Plurinational State of Bolivia); Consorcio TICCA Bolivia (Plurinational State of Bolivia); Red Eclesial de la Amazonia Boliviana – REPAM Bolivia (Plurinational State of Bolivia);

JS2

**Joint submission 2 submitted by:** Grupo de Trabajo Cambio Climático y Justicia – GTCC-J (Plurinational State of Bolivia); Promoción Integral de la Mujer y la Infancia – INFANTE (Plurinational State of Bolivia); Jacha Marka Tapacari Condor Apacheta (Plurinational State of Bolivia); Asociación de Creadores y Autores del Audiovisual y Cine de Cochabamba – LA RED (Plurinational State of Bolivia); Mancomunidad de Comunidades indígenas de ríos Beni, Tuichi y Quiquibey – MANRIBEQ (Plurinational State of Bolivia); Nación Qhara Qhara (Plurinational State of Bolivia); Plataforma Bolivia Libre de Transgénicos – BLT (Plurinational State of Bolivia); Plataforma por el Medio Ambiente y la Vida (Plurinational State of Bolivia); Productividad Biosfera Medioambiente – PROBIOMA (Plurinational State of Bolivia); Red Eclesial Panamazónica – Mojos (Plurinational State of Bolivia); Red Nacional de Mujeres en Defensa de la Madre Tierra – RENAMAT (Plurinational State of Bolivia); Sociedad de Arqueología de La Paz – SALP (Plurinational State of Bolivia); Somos Sur (Plurinational State of Bolivia); Sub Central Tariquía (Plurinational State of Bolivia); Sub Central Cabildos Indigenales región Isiboro-Secure TIPNIS (Plurinational State of Bolivia); Reacción Climática (Plurinational State of Bolivia);

- Bolivia); Red Eclesial de la Amazonia Boliviana – REPAM Bolivia (Plurinational State of Bolivia); Taller de Iniciativas de Estudios Rurales y Agrarios – TIERRA (Plurinational State of Bolivia); Veeduría Ciudadana de Derechos Humanos – VCDDHH (Plurinational State of Bolivia); Warmis en Resistencia – Espacio de Mujeres (Plurinational State of Bolivia);
- JS3 **Joint submission 3 submitted by:** Consorcio Boliviano de Juventudes (Plurinational State of Bolivia); Colectivo Rebeldía (Plurinational State of Bolivia); Asociación Civil de Desarrollo Social y Promoción Cultural Libertad – Adesproc “Libertad” (Plurinational State of Bolivia); Metamorfosis (Plurinational State of Bolivia); Red Trebol (Plurinational State of Bolivia); Equidad LGBT (Plurinational State of Bolivia); Igualdad LGBT (Plurinational State of Bolivia); IGUAL (Plurinational State of Bolivia); Fundación Baker (Plurinational State of Bolivia); Red LBBol (Plurinational State of Bolivia); Fundación Diversencia (Plurinational State of Bolivia); Pica-Nicobis (Plurinational State of Bolivia); Centro Cultural San Isidro (Plurinational State of Bolivia); Campaña 28 de Septiembre Bolivia (Plurinational State of Bolivia); Católicas por el derecho a decidir (Plurinational State of Bolivia); Wiñay (Plurinational State of Bolivia); Plataforma de Lucha Contra la Violencia Hacia Las Mujeres (Plurinational State of Bolivia); Sexual Rights Initiative (Switzerland);
- JS4 **Joint submission 4 submitted by:** Coordinadora para la Defensa de la Amazonia – CODA (Plurinational State of Bolivia); Coordinadora en defensa de la autodeterminación de los pueblos y el medio ambiente – CODAPMA (Plurinational State of Bolivia); Colectivo Árbol Santa Cruz (Plurinational State of Bolivia); Colectivo de Coordinación de Acciones Socio Ambientales – Colectivo Casa (Plurinational State of Bolivia); Colectivo Consumidoras Conscientes (Plurinational State of Bolivia); Colectivo No a la Tala de Árboles en Cochabamba (Plurinational State of Bolivia); Colectivo Salvaginas (Plurinational State of Bolivia); Colectivo Wasi Pacha (Plurinational State of Bolivia); Comité de Defensa Valle de Tucabaca – CDVT (Plurinational State of Bolivia); Comité de Gestión Reserva Vida Silvestre Tucabaca – CGAP/UCPNT (Plurinational State of Bolivia); Consejo Continental Guaraní (Paraguay); Ecotambo – Tejiendo Transiciones – ECOTAMBO (Plurinational State of Bolivia); El Q’epi del Trueque Bolivia (Plurinational State of Bolivia); Escuela de Lideres Ambientales – ELA (Plurinational State of Bolivia); Fundación Jubileo (Plurinational State of Bolivia);
- JS5 **Joint submission 5 submitted by:** Apoyo para el Campesino e Indígena del Oriente Boliviano – APCOB (Plurinational State of Bolivia); Ayllu Fundo Rustico Acre Antequera (Plurinational State of Bolivia); Asamblea Permanente de Derechos Humanos de Bolivia – APDHB (Plurinational State of Bolivia); Asamblea Permanente de Derechos Humanos de La Paz – APDH-LP (Plurinational State of Bolivia); Capitanía Comunal Takovo Mora – CTM (Plurinational State of Bolivia); Caritas Pastoral Social Tarija (Plurinational State of Bolivia); Centro de Comunicación y Desarrollo Andino – CENDA (Plurinational State of Bolivia); Centro de Documentación e Información Bolivia – CEDIB (Plurinational State of Bolivia); Centro de Ecología y Pueblos Andinos – CEPA (Plurinational State of Bolivia); Centros de Estudios y Apoyo al Desarrollo Local – CEADL (Plurinational State of Bolivia); Centro de Investigación y Promoción del Campesinado – CIPCA (Plurinational State of Bolivia);

JS6

Comunidad Caigua área de influencia directa del Parque Nacional Aguaragüe (Plurinational State of Bolivia); ); Consorcio TICCA Bolivia (Plurinational State of Bolivia); Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas – CAOI (Plurinational State of Bolivia); Coordinadora Nacional de Defensa de Territorios Indígenas Originarios Campesinos y Áreas Protegidas – CONTIOCAP (Plurinational State of Bolivia);

**Joint submission 6 submitted by:** Asociación Cruceña De Ayuda Al Impedido – ACAI (Plurinational State of Bolivia); Aldeas Infantiles SOS (Plurinational State of Bolivia); ALIC Escuela de lideresas (Plurinational State of Bolivia); Amici di Bambini (Plurinational State of Bolivia); Asamblea del Pueblo Guaraní – APG (Plurinational State of Bolivia), Asociación Colmena Juvenil (Plurinational State of Bolivia); Asociación PSINERGIA (Plurinational State of Bolivia); Asociación de Organizaciones no Gubernamentales que Trabajan en Salud – ASONGS (Plurinational State of Bolivia); Brigada Estudiantil – Beni (Plurinational State of Bolivia); Centro Alternativo de Desarrollo Integral Inti Watana – CADI Intiwatana (Plurinational State of Bolivia); Pastoral Social Caritas Potosí (Plurinational State of Bolivia);

Niños Actores de la Transformación de la Sociedad – CATS (Plurinational State of Bolivia); Centro Boliviano de Investigación y Acción Educativas – CEBIAE (Plurinational State of Bolivia); Centro de Investigación para el Desarrollo Socioeconómico – CEINDES (Plurinational State of Bolivia); Centro Fortaleza (Plurinational State of Bolivia); Centro de Investigación, Educación y Servicios – CIES Cochabamba (Plurinational State of Bolivia); Centro de Investigación, Educación y Servicios – CIES El Alto (Plurinational State of Bolivia); Centro de Investigación, Educación y Servicios – CIES Santa Cruz (Plurinational State of Bolivia); Centro de Investigación, Educación y Servicios – CIES Chuquisaca (Plurinational State of Bolivia); Coalición Boliviana por los derechos de Niños, Niñas y Adolescentes (Plurinational State of Bolivia); Colectivo de eso si se habla (Plurinational State of Bolivia); Coalición Boliviana por los derechos de Niños, Niñas y Adolescentes (Plurinational State of Bolivia); Colectivo de eso si se habla (Plurinational State of Bolivia); Fundación comunidad de productores en arte – COMPA (Plurinational State of Bolivia);

Comunidad de Derechos Humanos (Plurinational State of Bolivia); Consorcio Boliviano de Juventudes – CONBOJUV (Plurinational State of Bolivia); Consejo Consultivo Juvenil – Beni (Plurinational State of Bolivia); Defensa de niños y niñas Internacional DNI-Bolivia (Plurinational State of Bolivia); Divertad (Plurinational State of Bolivia); Centro de Educación y Comunicación Jóvenes Bolivia – ECO JOVENES – REDLAMYC (Plurinational State of Bolivia); EDUCO (Plurinational State of Bolivia); Federación Departamental de Juntas Vecinales – FEDJUVE (Plurinational State of Bolivia); Fundación Alalay (Plurinational State of Bolivia); Fundación La Paz para el Desarrollo y la Participación – FUDEP (Plurinational State of Bolivia); GOTIC Betanzos (Plurinational State of Bolivia); Iniciativa Maya Paya Kimsa (Plurinational State of Bolivia); Jóvenes Emprendedores Buscando un Mejor Futuro – JEBUF (Plurinational State of Bolivia); Juntas y Juntos (Plurinational State of Bolivia); Misión ADULAM (Plurinational State of Bolivia); Observatorio Infante Juvenil – Santa Cruz (Plurinational State of Bolivia); ONG Realidades (Plurinational State of Bolivia); Organización GENTE (Plurinational State of Bolivia);

- Instituto Paz y Esperanza (Plurinational State of Bolivia); Plan International Bolivia (Plurinational State of Bolivia); Observatorio de Derechos (Plurinational State of Bolivia); Red de adolescentes y jóvenes por los DSDR “Armonía y Saberes” – El Torno (Plurinational State of Bolivia); Red de adolescentes y jóvenes por los DSDR “Armonía y Saberes” – Padcaya (Plurinational State of Bolivia); Red de adolescentes y jóvenes por los DSDR “Armonía y Saberes” – Achacachi (Plurinational State of Bolivia); Red de adolescentes y jóvenes por los DSDR “Armonía y Saberes” – Calamarca (Plurinational State of Bolivia); Red de adolescentes y jóvenes por los DSDR “Armonía y Saberes” – Patacamaya (Plurinational State of Bolivia); Red de adolescentes y jóvenes por los DSDR “Armonía y Saberes” – Pucarani (Plurinational State of Bolivia); Red de adolescentes y jóvenes por los DSDR “Armonía y Saberes” – El Puente (Plurinational State of Bolivia); Red de adolescentes y jóvenes por los DSDR “Armonía y Saberes” – San Ramón (Plurinational State of Bolivia); Red de adolescentes y jóvenes por los DSDR “Armonía y Saberes” – Cabezas (Plurinational State of Bolivia); Red de adolescentes y jóvenes por los DSDR “Armonía y Saberes” – Camargo (Plurinational State of Bolivia); Red de adolescentes y jóvenes por los DSDR “Armonía y Saberes” – Betanzos (Plurinational State of Bolivia); Red de adolescentes y jóvenes por los DSDR “Armonía y Saberes” – Tarabuco (Plurinational State of Bolivia); Red por mi Derecho a Tener una Familia (Plurinational State of Bolivia); Red Tú Decides – Santa Cruz (Plurinational State of Bolivia); Red Tú decides – Sucre (Plurinational State of Bolivia); Red Tú Decides – Tarija (Plurinational State of Bolivia); Red Tú Decides El Torno (Plurinational State of Bolivia); Red Tú Decides – Potosí (Plurinational State of Bolivia); Red Fundación Viva (Plurinational State of Bolivia); Siembra Juventud (Plurinational State of Bolivia); Solidaridad Internacional Infantil (Plurinational State of Bolivia); Techo Pinardi Don Bosco (Plurinational State of Bolivia); Terre des Hommes Suisse (Plurinational State of Bolivia); Estudiantes de UDABOL (Plurinational State of Bolivia); Voluntariado Internacional para el Desarrollo – VIS (Plurinational State of Bolivia); Vivir Juntos (Plurinational State of Bolivia);
- JS7 **Joint submission 7 submitted by:** Fundación Internet Bolivia (Plurinational State of Bolivia); Derechos Digitales (Chile); Access Now (United States of America);
- JS8 **Joint submission 8 submitted by:** Asociación Nacional de la Prensa de Bolivia – ANP (Plurinational State of Bolivia); Centro de Documentación e Información Bolivia – CEDIB (Plurinational State of Bolivia); Fundación Andina para la Observación Social y el Estudio de Medios – FUNDAMEDIOS (Plurinational State of Bolivia);
- JS9 **Joint submission 9 submitted by:** Equality Now (United States of America); A Breeze of Hope Foundation (United States of America); Comité de América Latina y el Caribe para la Defensa de los Derechos de las Mujeres – CLADEM (Plurinational State of Bolivia); Network of Girls, Boys and Adolescents against Sexual Violence (Plurinational State of Bolivia); Coordinadora de la Mujer (Plurinational State of Bolivia); La Oficina Jurídica de la Mujer (Plurinational State of Bolivia); Familias Healthy Foundation – FAMISAL (Plurinational State of Bolivia); Fundación una Brisa de Esperanza – FUBE Bolivia (Plurinational State of Bolivia);
- JS10 **Joint submission 10 submitted by:** Fundación Marista por la Solidaridad Internacional – FMSI (Switzerland); Edmund Rice

- International – ERI (Switzerland); Defensoría Edmundo Rice – DER (Argentina); Movimiento Franciscano Justicia, Paz e Integridad de la Creación (Plurinational State of Bolivia); Maryknoll Global Concerns Group in Bolivia (Plurinational State of Bolivia); VIVAT International (United States of America/Bolivia); Observatorio Infante Juvenil del Instituto de Investigación de la Facultad de Humanidades de la Universidad autónoma Gabriel René Moreno – UAGRM (Plurinational State of Bolivia); Visión Mundial Bolivia (Plurinational State of Bolivia); Red Viva (Plurinational State of Bolivia); Veeduría Ciudadana de Derechos Humanos – VCDDHH (Plurinational State of Bolivia); Fundación Ñañope (Plurinational State of Bolivia); Ni una menos (Plurinational State of Bolivia); Paz y Esperanza (Plurinational State of Bolivia); Universidad Católica Boliviana “San Pablo”, Regional Cochabamba (Plurinational State of Bolivia); Plataforma Estudiantil Cochabamba – PEC (Plurinational State of Bolivia); Compañía de las Hijas de la Caridad (Plurinational State of Bolivia);
- JS11 **Joint submission 11 submitted by:** Human Rights Foundation (United States of America); Rios de Pie (Plurinational State of Bolivia);
- JS12 **Joint submission 12 submitted by:** Red Latinoamericana y del Caribe por la Democracia – REDLAD (Colombia); Unión Nacional de Instituciones para el Trabajo de Acción Social – UNITAS (Plurinational State of Bolivia);
- JS13 **Joint submission 13 submitted by:** Alianza Libres Sin Violencia (Plurinational State of Bolivia); Alianza por la Solidaridad (Plurinational State of Bolivia); Articulación de Mujeres por la Equidad y la Igualdad – AMUPEI (Plurinational State of Bolivia); Asociación de Derechos Humanos Cochabamba (Plurinational State of Bolivia); Casa de la Mujer (Plurinational State of Bolivia); Católicas por el Derecho a Decidir (Plurinational State of Bolivia); Centro de Promoción de la Mujer Gregoria Apaza (Plurinational State of Bolivia); Centro de Promoción y Salud Integral – CEPROSI (Plurinational State of Bolivia); Centro de Educación Técnica Alternativa – Centro Juana Azurduy – CETA-CJA (Plurinational State of Bolivia); Centro de Investigación y Apoyo Campesino (Plurinational State of Bolivia); Comité de América Latina y El Caribe para la Defensa de los Derechos de la Mujer – CLADEM (Plurinational State of Bolivia); Fundación Colectivo Cabildeo (Plurinational State of Bolivia); Colectivo Empodérate (Plurinational State of Bolivia); Colectivo REBELDIA (Plurinational State of Bolivia); Comité Adolescentes y Jóvenes para la prevención del embarazo en Adolescencia (Plurinational State of Bolivia); Comité Impulsor – Sucre (Plurinational State of Bolivia); Comité Impulsor de la Agenda Política y Legislativa desde las Mujeres – CIAPLM (Plurinational State of Bolivia); Comunidad de Derechos Humanos (Plurinational State of Bolivia); Coordinadora de la Mujer (Plurinational State of Bolivia); DESAFIO (Plurinational State of Bolivia); Equipo de Comunicación Alternativa con Mujeres – ECAM (Plurinational State of Bolivia); Equidad (Plurinational State of Bolivia); Fundación Esperanza, Desarrollo y Dignidad (Plurinational State of Bolivia); Federación Nacional de Trabajadoras Asalariadas del Hogar de Bolivia – FENATRAHOB (Plurinational State of Bolivia); Fondo de Mujeres Bolivia – Apthapi Jopueti (Plurinational State of Bolivia); Foro Ampuei Oruro (Plurinational State of Bolivia); Foro Político Departamental de Mujeres Cochabamba (Plurinational State of Bolivia); Gestoras Comunitarias en

Derecho (Plurinational State of Bolivia); Comunidad Internacional de Mujeres Viviendo con VIH/SIDA – ICW (Plurinational State of Bolivia); Red Nacional de Personas con VIH y SIDA – REDBOL (Plurinational State of Bolivia); Instituto de Investigaciones Médico Sociales – IIMS (Plurinational State of Bolivia); Mujeres por la Amazonia (Plurinational State of Bolivia); Mujeres en Acción (Plurinational State of Bolivia); Fundación Ñañope (Plurinational State of Bolivia); Oficina Jurídica para la Mujer (Plurinational State of Bolivia); OTB La Promotora (Plurinational State of Bolivia); Sindicato De Trabajadores Unidos De La Prensa Cruceña (Plurinational State of Bolivia); Plan internacional Bolivia (Plurinational State of Bolivia); Plataforma de la Mujer (Plurinational State of Bolivia); Plataforma Derechos Aquí y Ahora (Plurinational State of Bolivia); Plataforma por los Derechos de las Mujeres (Plurinational State of Bolivia); Promotoras de Paz (Plurinational State of Bolivia); Promoción de la Mujer Tarija (Plurinational State of Bolivia); Punto Joven (Plurinational State of Bolivia); Red Boliviana de Mujeres Transformando la Economía – REMTE (Plurinational State of Bolivia); Red de Lucha Contra la Violencia Cochabamba (Plurinational State of Bolivia); Junta Vecinal San Felipe de Austria (Plurinational State of Bolivia); Sirparispa (Plurinational State of Bolivia); Estudiantes de U.E. José Manuel P. (Plurinational State of Bolivia); Voluntarias San Lorenzo (Plurinational State of Bolivia);

JS14

**Joint submission 14 submitted by:** A mi manera (Plurinational State of Bolivia); Asociación Civil de Desarrollo Social y Promoción Cultural Libertad – Adesproc “Libertad” (Plurinational State of Bolivia); Asociación de Personas Transgénero de La Paz (Plurinational State of Bolivia); Capacitación y Derechos Ciudadanos (Plurinational State of Bolivia); Coalición Boliviana de Colectivos LGBTI – COALIBOL (Plurinational State of Bolivia); Colectivo TLGB (Plurinational State of Bolivia); Colectivo DSG Beni (Plurinational State of Bolivia); Colectivo DSG Riberalta (Plurinational State of Bolivia); Colectivo DSG Rurrenabaque (Plurinational State of Bolivia); Colectivo DSG San Joaquín (Plurinational State of Bolivia); Colectivo DSG Trinidad (Plurinational State of Bolivia); Colectivo LGBT Tarija (Plurinational State of Bolivia); Colectivo TLGB Amazónico Pando (Plurinational State of Bolivia); Colectivo TLGB Chuquisaca (Plurinational State of Bolivia); Colectivo TLGB El Alto (Plurinational State of Bolivia); Colectivo TLGB La Paz (Plurinational State of Bolivia); Colectivo TLGB Pando (Plurinational State of Bolivia); Colectivo TLGB Potosí (Plurinational State of Bolivia); Colectivo TLGB Santa Cruz (Plurinational State of Bolivia); Colectivo TLGB Tarija (Plurinational State of Bolivia); Comité DSG Beni (Plurinational State of Bolivia); Comité DSG Cochabamba (Plurinational State of Bolivia); Comunidad de Derechos Humanos (Plurinational State of Bolivia); Consorcio Boliviano de Juventudes – CONBOJUV (Plurinational State of Bolivia); Equidad (Plurinational State of Bolivia); Federación de Diversidades Sexuales y Género (Plurinational State of Bolivia); Fundación Baker (Plurinational State of Bolivia); G Men (Plurinational State of Bolivia); GLBT del SUR FED. DIVFEX (Plurinational State of Bolivia); GLBT del Sur (Plurinational State of Bolivia); Hombres Trans de Bolivia – HTDB (Plurinational State of Bolivia); IGUAL (Plurinational State of Bolivia); Fundación Igualdad LGBT (Plurinational State of Bolivia); Igualdad Montero

(Plurinational State of Bolivia); Asociación Juplas (Plurinational State of Bolivia); Agrupación LesVoz (Plurinational State of Bolivia); Mano Diversa (Plurinational State of Bolivia); Metamorfosis (Plurinational State of Bolivia); Observatorio de los derechos LGBTI (Plurinational State of Bolivia); RED CRUZ (Plurinational State of Bolivia); Red de Mujeres Lesbianas y Bisexuales Bolivia (Plurinational State of Bolivia); Sentir chaqueño (Plurinational State of Bolivia); Red Trebol (Plurinational State of Bolivia); Vitryaz (Plurinational State of Bolivia);

JS15

**Joint submission 15 submitted by:** Asociación Boliviana de Ostomizados – ABO (Plurinational State of Bolivia); Asociación Beniana de Productores de Cacao (ABP Cacao Beni); Asociación De Mujeres Trabajando Por La Igualdad De Sus Derechos – AMTIDES (Plurinational State of Bolivia); Asociación de Instituciones de Promoción y Educación – AIPE (Plurinational State of Bolivia); Alta Junta Vecinal, Distrito 2 Barrios Míneros (Plurinational State of Bolivia); Asociación de Mujeres trabajadoras de la ciudad de Sucre – AMTSC (Plurinational State of Bolivia); Asociación De Profesionales Agrónomos De Potosí – APAP (Plurinational State of Bolivia); Apoyo Para el Campesino – Indígena del Oriente Boliviano – APCOB (Plurinational State of Bolivia); Asociación de Pueblos Indígenas y Afro-bolivianos de Santa Cruz de la Sierra – APISASC/HD (Plurinational State of Bolivia); APP Bolivia (Plurinational State of Bolivia); Asociación de Periodistas y Productores Independientes – APPI (Plurinational State of Bolivia); Asociación de Promotores en Salud de Área Rural – APROSAR (Plurinational State of Bolivia); Asamblea del Pueblo Guaraní – APG (Plurinational State of Bolivia); Asamblea Permanente de Derechos Humanos de Bolivia (Plurinational State of Bolivia); Asamblea Permanente de Derechos Humanos de Pando (Plurinational State of Bolivia); Asamblea Permanente de Derechos Humanos de Tarija (Plurinational State of Bolivia); Asamblea Permanente Derechos Humanos de Chuquisaca (Plurinational State of Bolivia); Asamblea Permanente de Derechos Humanos de La Paz (Plurinational State of Bolivia); Asamblea Permanente de Derechos Humanos de Cochabamba (Plurinational State of Bolivia); Asamblea Permanente de Derechos Humanos de Santa Cruz (Plurinational State of Bolivia); Asociación Aguayo (Plurinational State of Bolivia); Asociación de Comerciantes Minoristas (Plurinational State of Bolivia); Asociación de Padres, Madres y Familias de Niños, Niñas y Jóvenes con discapacidad Jach'a Uru (Plurinational State of Bolivia); Asociación de Víctimas (Plurinational State of Bolivia); Asociación Discapacidad Estudiantes de la Universidad Mayor de San Simón – UMSS (Plurinational State of Bolivia); Asociación Nacional de Periodistas (Plurinational State of Bolivia); Asociación Padres con Autismo Potosí (Plurinational State of Bolivia); Centro de Investigación y Desarrollo Humano Psinergia (Plurinational State of Bolivia); Asociación de Sordos Santa Cruz – ASOCRUZ (Plurinational State of Bolivia); Aywiña (Plurinational State of Bolivia); Centro de Apoyo a la Educación Popular (Plurinational State of Bolivia); Campaña Boliviana por el Derecho de la Educación (Plurinational State of Bolivia); Central Ayoreo Nativo del Oriente Boliviano – CANOB (Plurinational State of Bolivia); Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas – CAOI (Plurinational State of Bolivia); Capítulo Boliviano de Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo (Plurinational State of Bolivia); Consejo Continental de la Nación Guaraní –

CCNAGUA (Plurinational State of Bolivia); Consejo Departamental de Salud de Tarija – CDST (Plurinational State of Bolivia); Centro de Capacitación y Servicios para la Integración de la Mujer – CECASEM (Plurinational State of Bolivia); Centro de Documentación e Información Bolivia (CEDIB); Centro de Estudios Jurídicos e Investigación Social – CEJIS – BENI (Plurinational State of Bolivia); Centro de Estudios Jurídicos e Investigación Social – CEJIS – Santa Cruz (Plurinational State of Bolivia); Central Campesina de San Jacinto (Plurinational State of Bolivia); Centro Afroboliviano para el Desarrollo Integral y Comunitario – CADIC (Plurinational State of Bolivia); Fundación Centro de Cultura Popular – CCP – AMAZ (Plurinational State of Bolivia); Centro de Madres Tomas Frías – Potosí (Plurinational State of Bolivia); Centro Femenino Victoria (Plurinational State of Bolivia); Colectivo Rebeldía (Plurinational State of Bolivia); Centro de Promoción y Salud Integral – CEPROSI (Plurinational State of Bolivia); Centro de Educación Técnica Alternativa – CETA-CJA (Plurinational State of Bolivia); Central de Comunidades Originarias de Lomerío – CICOL (Plurinational State of Bolivia); Centro de Investigación y Promoción del Campesinado – CIPCA (Plurinational State of Bolivia); Centro de Investigación y Promoción del Campesinado – CIPCA BENI (Plurinational State of Bolivia); Central Indígena Paikoneka de San Javier – CIP-SJ (Plurinational State of Bolivia); Centro de Investigación Social Tecnología Apropriada y Capacitación – CISTAC (Plurinational State of Bolivia); Colegio de Trabajadores Sociales (Plurinational State of Bolivia); Comité Cívico Femenino (Plurinational State of Bolivia); Comité Impulsor de la Agenda Política y Legislativa desde las Mujeres – CIAPLM (Plurinational State of Bolivia); Comunidad de Derechos Humanos (Plurinational State of Bolivia); Consejo Continental de la Nación Guaraní – CCNAGUA (Plurinational State of Bolivia); Consejo Autónomo de Trabajadores Obreros de Santa Cruz – CONATROSC (Plurinational State of Bolivia); Consejo Deporte (Plurinational State of Bolivia); Consejo Municipal de la Mujer (Plurinational State of Bolivia); Comité Popular del Hábitat (Plurinational State of Bolivia); Cooperativa 10 de noviembre (Plurinational State of Bolivia); Cooperativa Villa Imperial (Plurinational State of Bolivia); Cruz Roja Bolivia Filial Santa Cruz (Plurinational State of Bolivia); Diversidades Mas Mujeres Santa Cruz – DMSC (Plurinational State of Bolivia); Distrito 10 – D-10 (Plurinational State of Bolivia); Derechos en Acción (Plurinational State of Bolivia); Equipo de Comunicación Alternativa con Mujeres – ECAM (Plurinational State of Bolivia); EEA – Imata Beni – CEA Ipeno imutu – Beni – Centro de Educación Alternativa (Plurinational State of Bolivia); Federación Boliviana de Sordos – FEBOS (Plurinational State of Bolivia); Federación de Cooperativas Mineras – FEDECOMIN (Plurinational State of Bolivia); Federación Departamental De Medicina Tradicional – FEDEMETRA (Plurinational State of Bolivia); Federación de Mujeres Huanuni (Plurinational State of Bolivia); Federación Gremial – Potosí (Plurinational State of Bolivia); FEJUVE Cercado (Plurinational State of Bolivia); Federación Nacional de Ciegos de Bolivia – FENACIEBO (Plurinational State of Bolivia); Federación Nacional de Trabajadoras Asalariadas del Hogar de Bolivia – FENATRAHOB (Plurinational State of Bolivia); Fondo de Mujeres Bolivia – Apthapi Jopueti (Plurinational State of Bolivia); Foro AMUPEI – Oruro (Plurinational State of Bolivia); Fraternidad Cristiana

Intercontinental de Personas con Discapacidad – Frater (Plurinational State of Bolivia); Fundación Colectivo Cabildeo (Plurinational State of Bolivia); Fundación CONSTRUIR (Plurinational State of Bolivia); Fundación Esperanza Desarrollo y Dignidad – FEDDIG (Plurinational State of Bolivia); Fundación Munasim Kullakita (Plurinational State of Bolivia); Fundación para el Periodismo (Plurinational State of Bolivia); Fundación Tribuna Constitucional (Plurinational State of Bolivia); Fundación UNIR (Plurinational State of Bolivia); Fundación Viva (Plurinational State of Bolivia); Fundación Síndrome de Down – Fusindo (Plurinational State of Bolivia); GOTIC Betanzos (Plurinational State of Bolivia); Instituto de Investigaciones Médico Sociales – IIMS (Plurinational State of Bolivia); INTERTEAM (Plurinational State of Bolivia); IPAS Bolivia (Plurinational State of Bolivia); Investigación Social y Asesoramiento Legal Potosí – ISALP (Plurinational State of Bolivia); Instituto de Terapia e Investigación – ITEI (Plurinational State of Bolivia); Cámara Junior Internacional de Santa Cruz (Plurinational State of Bolivia); Jóvenes Emprendedores Buscando un Mejor Futuro Sucre – JEBUF (Plurinational State of Bolivia); Jóvenes de la Unidad Educativa José Ignacio Sanjinés – JIS (Plurinational State of Bolivia); Red Iberoamericana por las Libertades Laicas (Plurinational State of Bolivia); Litoral – Unidad Educativa de la Ciudad de Potosí (Plurinational State of Bolivia); Fundación Ñañope (Plurinational State of Bolivia); Mesa Nacional por los Derechos Sexuales y Derechos Reproductivos (Plurinational State of Bolivia); Misión Internacional de Justicia – IJM (Plurinational State of Bolivia); MPA Pando (Plurinational State of Bolivia); Movimiento de Mujeres por la Amazonia (Plurinational State of Bolivia); Ni una Menos (Plurinational State of Bolivia); Observatorio de Derechos (Plurinational State of Bolivia); Plataforma de Mujeres por la Ciudadanía y la Equidad (Plurinational State of Bolivia); Plataforma Unidos por Tariquíá (Plurinational State of Bolivia); Promotoras Comunitarias (Plurinational State of Bolivia); Promoción de la Mujer Tarija – PROMUTAR (Plurinational State of Bolivia); Red Chimpu Waini (Plurinational State of Bolivia); Red HABITAT (Plurinational State of Bolivia); Red Nacional de Asentamientos Humanos – RENASEH (Plurinational State of Bolivia); Red Paridad AMUPEI – Asociación de Concejalas de Potosí (Plurinational State of Bolivia); Red Fundación Viva (Plurinational State of Bolivia); Sociedad Científica de Estudiantes de Derecho – SCED (Plurinational State of Bolivia); Servicios Múltiples de Tecnologías Apropriadas – SEMTA LA PAZ (Plurinational State of Bolivia); Sindicato Mixto de Comerciantes Minoristas RA (Plurinational State of Bolivia); Sindicato de Trabajadoras Asalariadas del Hogar de Sucre – SITRAHOS (Plurinational State of Bolivia); Sirparispa (Plurinational State of Bolivia), Sindicato De Trabajadoras Asalariadas Del Hogar De Pando – SITRAHPAN (Plurinational State of Bolivia); Sub Central TIPNIS (Plurinational State of Bolivia); Teo Movimiento – Sub central de Pueblos Indígenas Movina del Beni (Plurinational State of Bolivia); TIERRA (Plurinational State of Bolivia); Jóvenes U.E. Cobija “A” (Plurinational State of Bolivia); Estudiantes U.E. José Manuel P. (Plurinational State of Bolivia); Universidad Autónoma Tomás Frías – UATF (Plurinational State of Bolivia); UDABOL (Plurinational State of Bolivia); Unión de Mujeres de Bolivia – Comité Intersectorial de Mujeres de Oruro (Plurinational State of Bolivia); Unión Nacional de Instituciones para el Trabajo de

- Acción Social – UNITAS (Plurinational State of Bolivia); Universidad Privada Domingo Savio (Plurinational State of Bolivia); Urbanización Hamancollo Pampa Sola (Plurinational State of Bolivia); Veeduría Ciudadana de Derechos Humanos (Plurinational State of Bolivia); Voluntarios San Lorenzo (Plurinational State of Bolivia); Wiñay (Plurinational State of Bolivia);
- JS16 **Joint submission 16 submitted by:** Alianza de Mujeres Indígenas de Tierras Altas de Bolivia (Plurinational State of Bolivia); Confederación de Mujeres Indígenas de Bolivia (Plurinational State of Bolivia);
- JS17 **Joint submission 17 submitted by:** Fundación Andina para la Observación Social y Estudio de Medios (Ecuador); Fundación Nueva Democracia (Plurinational State of Bolivia);
- JS18 **Joint submission 18 submitted by:** Asamblea del Pueblo Guaraní – APG (Plurinational State of Bolivia); Asamblea Permanente de los Derechos Humanos de Santa Cruz – APDHB – SC (Plurinational State of Bolivia); Asociación de Pueblos Indígenas y Afrobolivianos de Santa Cruz de la Sierra – APISACS (Plurinational State of Bolivia); Central Ayoreo Nativo del Oriente Boliviano – CANOB (Plurinational State of Bolivia); Central de Comunidades Indígena Tacana II – Río Madre de Dios – CITRMD (Plurinational State of Bolivia), Central de Pueblos Étnicos Mojeños del Beni – CPEMB (Plurinational State of Bolivia); Central Indígena de Comunidades Originarias de Lomerío – CICOL (Plurinational State of Bolivia); Central Indígena Paikoneca de San Javier – CIP-SJ (Plurinational State of Bolivia); Centro de Estudios Jurídicos e Investigación Social – CEJIS (Plurinational State of Bolivia); Comunidad de Querarani, Ayllu Cabeza, Poopó (Plurinational State of Bolivia); Comunidad María Auxiliadora (Plurinational State of Bolivia); Comunidad Vitichí, Plataforma de Justicia Fiscal desde las Mujeres (Plurinational State of Bolivia); Consejo Continental de la Nación Guaraní – CCNAGUA (Plurinational State of Bolivia); Consejo de Estatuientes de los 4 Suyus y Naciones Indígena Originarias de Oruro – COGNASOR (Plurinational State of Bolivia); Consejo de la Nación Chichas – CONACH (Plurinational State of Bolivia); Consejo de la Nación Killakas (Plurinational State of Bolivia); Consejo de Naciones Originarias de Potosí – CAOP (Plurinational State of Bolivia); Consejo Nacional de Ayllus y Markas del Qollasuyu – CONAMAQ (Plurinational State of Bolivia); Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas – CAOÍ (Plurinational State of Bolivia); Jacha Marka Tapacarí – Cóndor Apacheta (Plurinational State of Bolivia); Juventudes del Jach'a Suyu Pakajaqi (Plurinational State of Bolivia); Organización de Mujeres Indígenas del Norte Amazónico de Bolivia – OMINAB (Plurinational State of Bolivia); Subcentral de Cabildo Indígenales del Territorio Indígena Multiétnico – TIM – I (Plurinational State of Bolivia); Subcentral de Cabildos Indígenales del Territorio Indígena Parque Nacional Isiboro Sécure – TIPNIS (Plurinational State of Bolivia); Subcentral de Mujeres Indígenas del Territorio Indígena Mojeño Ignaciano (Plurinational State of Bolivia); Subcentral de Mujeres Indígenas del TIPNIS (Plurinational State of Bolivia); Subcentral del Pueblo Indígena Movima – SPIM (Plurinational State of Bolivia); Subcentral del Territorio Indígena Mojeño Ignaciano – TIMI (Plurinational State of Bolivia); Subcentral Indígena de Organizaciones de Mujeres del TIM – I (Plurinational State of Bolivia); Programa NINA (Plurinational State of Bolivia); Programa Equidad para el Desarrollo (Plurinational State of Bolivia); Unión Nacional de

Instituciones para el Trabajo de Acción Social – UNITAS.

*National human rights institution:*

DPB

Defensoría del Pueblo del Estado Plurinacional de Bolivia  
(Plurinational State of Bolivia).

*Regional intergovernmental organization(s):*

IACHR

Inter American Commission on Human Rights (United States  
of America).

<sup>2</sup> See DPB, p. 4.

<sup>3</sup> See DPB, p. 2.

<sup>4</sup> See DPB, p. 1.

<sup>5</sup> See DPB, p. 1.

<sup>6</sup> See DPB, pp. 2–3.

<sup>7</sup> See DPB, p. 5.

<sup>8</sup> See DPB, p. 3.

<sup>9</sup> See DPB, p. 5.

<sup>10</sup> See DPB, p. 3.

<sup>11</sup> See DPB, p. 4.

<sup>12</sup> See DPB, p. 3.

<sup>13</sup> See DPB, p. 5.

<sup>14</sup> For the relevant recommendations, see A/HRC/28/7, paras. 113.2, 113.3, 113.4, 114.1, 114.2, 114.3, 114.4, 115.6.

<sup>15</sup> See CETIM, p. 3. See also FUNDALATIN, p. 2.

<sup>16</sup> See ICAN, p. 1.

<sup>17</sup> See IACHR, p. 6.

<sup>18</sup> See JS15, p. 2.

<sup>19</sup> For the relevant recommendations, see A/HRC/28/7, paras. 113.1, 113.5, 113.6, 113.7, 113.8, 113.9, 113.10, 114.6, 114.8, 114.34, 114.42, 114.43.

<sup>20</sup> See IACHR, p. 8. See also JS12, p. 7.

<sup>21</sup> See JS15, p. 1.

<sup>22</sup> See FLD, p. 2.

<sup>23</sup> For the relevant recommendations, see A/HRC/28/7, paras. 114.6, 114.35, 114.36, 114.37, 114.38, 114.31, 114.32, 114.33, 114.39, 115.4.

<sup>24</sup> See JS14, p. 10; and JS15, p. 4. See also JS18, p. 5.

<sup>25</sup> See JS15, p. 4. See also JS14, p. 11; and JS18, p. 6.

<sup>26</sup> See JS18, pp. 5–6.

<sup>27</sup> See JS3, p. 6.

<sup>28</sup> See JS13, p. 5; and JS15, p. 4. See also Red LBBol, p. 2.

<sup>29</sup> See IACHR, p. 5. See also AI, pp. 2–3.

<sup>30</sup> See JS3, p. 6; and JS14, pp. 8–9. See also AI, pp. 3, and 5; and Red LBBol, pp. 2–3.

<sup>31</sup> For the relevant recommendations, see A/HRC/28/7, paras. 115.3, 114.125, 114.29.

<sup>32</sup> See JS1, pp. 6–12; JS15, p. 8; JS18, pp. 2–3.

<sup>33</sup> See JS1, pp. 5, 9, 12 and 18. See also JS15, pp. 8–9.

<sup>34</sup> See JS16, p. 4.

<sup>35</sup> See JS1, pp. 15–19. See also JS15, p. 8; and JS18, p. 2.

<sup>36</sup> For relevant recommendations see A/HRC/28/7, paras. 113.15, 113.16, 113.17, 113.18, 113.19, 114.114, 114.69.

<sup>37</sup> See ITEI, p. 2. See also JS15, p. 6.

<sup>38</sup> See JS11, pp. 4 and 7; JS12, p. 8; FLD, pp. 1–2; and IACHR, pp. 4–6, and 7. See also JS15, p. 3.

<sup>39</sup> See JS15, pp. 6–7, and ITEI, p. 5.

<sup>40</sup> See JS15, p. 14. See also JS11, pp. 6 and 7; and ITEI, p. 5.

<sup>41</sup> See JS6, pp. 2–3. See also JS15, p. 13.

<sup>42</sup> See ITEI, p. 5. See also IACHR, p. 2.

<sup>43</sup> See JS14, p. 10. See also JS3, p. 7; JS12, p. 11; JS14, pp. 9–10; AI, p. 3; and Red LBBol, p. 3.

<sup>44</sup> For relevant recommendations see A/HRC/28/7, paras. 114.45, 114.47, 113.20, 113.21, 113.22, 113.23, 113.24, 113.25, 114.44, 114.56, 114.57, 114.60, 114.61, 114.62, 114.63, 114.64, 114.65, 114.66, 114.67, 114.127, 114.128, 115.2, 115.11, 115.12, 115.13, 114.68, 114.70, 114.58, 113.14, 114.59, 113.26.

<sup>45</sup> See JS17, pp. 6–8, and 10.

<sup>46</sup> See ITEI, p. 6; and JS15, p. 6. See also JS11, pp. 6 and 7.

<sup>47</sup> See IACHR, p. 6.

<sup>48</sup> See JS18, p. 6.

<sup>49</sup> See JS14, pp. 7 and 8.

- <sup>50</sup> See JS15, pp. 2–3; AI, pp. 1 and 5; ITEI, p. 4. See also IACHR, pp. 2 and 7.
- <sup>51</sup> See ITEI, p. 4; and JS15, p. 3. See also JS12, p. 8.
- <sup>52</sup> For relevant recommendations see A/HRC/28/7, paras. 114.71, 114.73, 114.74, 115.15, 114.72, 114.75, 115.14.
- <sup>53</sup> See JS8, pp. 2–3; and JS12, pp. 4 and 5. See also JS7, p. 2; and JS17, p. 3.
- <sup>54</sup> See JS17, p. 3. See also JS2, pp. 9–11.
- <sup>55</sup> See JS2, p. 21; JS11, p. 7; JS12, p. 4; JS15, pp. 3–4; JS17, p. 10; AI, pp. 3 and 5; and FLD, pp. 3 and 6.
- <sup>56</sup> See ADF International, p. 5; and ECJL, pp. 1–2.
- <sup>57</sup> See JS2, pp. 12–21; JS8, p. 11; JS11, pp. 4–5 and 7; JS12, pp. 4–5 and 11; JS15, p. 3 and 4; JS17, pp. 4–5; AI, pp. 3–5; FLD, pp. 3–4 and 6. See also CETIM, p. 3.
- <sup>58</sup> See FLD, p. 5. See also JS2, p. 21.
- <sup>59</sup> See FLD, p. 3.
- <sup>60</sup> See FUNDALATIN, p. 2.
- <sup>61</sup> See JS15, p. 6; and APLP, p. 2. See also JS8, p. 6; and JS12, p. 8.
- <sup>62</sup> See APLP, p. 1. See also JS8, pp. 4 and 11; JS12, p. 6, JS15, p. 3; and IACHR, p. 8.
- <sup>63</sup> See JS8, p. 5. See also JS12, p. 6.
- <sup>64</sup> See JS12, p. 7. See also JS8, pp. 3–4; JS11, p. 2; APLP, pp. 1 and 2; CPJ, p. 3; and IACHR, pp. 6 and 8.
- <sup>65</sup> See APLP, p. 1. See also JS8, p. 8.
- <sup>66</sup> See CPJ, pp. 2 and 4.
- <sup>67</sup> See JS7, p. 13; and JS8, p. 11. See also JS12, p. 8.
- <sup>68</sup> For relevant recommendations see A/HRC/28/7, paras. 114.49, 114.55, 114.50, 114.51, 114.52, 114.53, 114.54, 114.48, 113.42.
- <sup>69</sup> See JS13, pp. 13–15; and JS15, pp. 7–8.
- <sup>70</sup> For relevant recommendations see A/HRC/28/7, para. 113.11.
- <sup>71</sup> See JS7, pp. 3, 8–9 and 13.
- <sup>72</sup> See JS13, pp. 3 y 4.
- <sup>73</sup> See JS15, p. 9.
- <sup>74</sup> See JS13, p. 4. See also Red LBBol, p. 4.
- <sup>75</sup> See JS14, p. 14.
- <sup>76</sup> See JS13, p. 4.
- <sup>77</sup> For relevant recommendations see A/HRC/28/7, paras. 114.7, 114.11, 114.12, 114.5, 114.10, 114.113, 113.12, 114.13, 114.14, 114.15, 114.16, 114.17, 114.18, 113.13.
- <sup>78</sup> See JS15, p. 9. See also JS18, p. 1; CETIM, pp. 1–2; and FUNDALATIN, p. 1.
- <sup>79</sup> See JS13, p. 3.
- <sup>80</sup> See FLD, p. 3. See also JS18, p. 1.
- <sup>81</sup> See JS18, p. 1.
- <sup>82</sup> See CETIM, p. 2; and FUNDALATIN, p. 3.
- <sup>83</sup> See JS18, p. 9.
- <sup>84</sup> See JS16, p. 5.
- <sup>85</sup> See CETIM, p. 2; and FUNDALATIN, p. 4. See also JS15, p. 8; JS18, p. 1–2; and IACHR, p. 4.
- <sup>86</sup> See JS18, p. 2. See also JS15, p. 9.
- <sup>87</sup> See JS15, pp. 16–17.
- <sup>88</sup> For relevant recommendations see A/HRC/28/7, paras. 114.30, 113.30, 113.31, 114.19, 114.20, 114.21, 114.76, 114.77, 114.112, 114.111.
- <sup>89</sup> See CETIM, p. 3. See also JS14, p. 12; JS15, p. 10; and JS18, p. 5.
- <sup>90</sup> See JS18, p. 5. See also JS16, pp. 6–7.
- <sup>91</sup> See JS3, pp. 1, 2 and 3. See also JS6, pp. 11 and 13; JS13, pp. 10–11; JS15, p. 12; and AI, pp. 1–2.
- <sup>92</sup> See JS13, p. 11; and JS15, p. 12. See also, JS6, p. 11.
- <sup>93</sup> See JS13, p. 11. See also JS3, pp. 8–9; and JS6, pp. 12 and 14.
- <sup>94</sup> See JS3, p. 9; JS6, p. 13; JS13, p. 11; and JS15, pp. 12.
- <sup>95</sup> See JS16, p. 6. See also JS13, p. 10; ADF, pp. 3–4; and AI, p. 2.
- <sup>96</sup> See ADF International, p. 6.
- <sup>97</sup> See ADF International, pp. 1–3.
- <sup>98</sup> See AI, p. 2. See also JS3, p. 4.
- <sup>99</sup> See JS3, p. 5; JS13, p. 13; JS15, p. 12, and AI, p. 5.
- <sup>100</sup> See JS13, p. 12; and JS15, p. 12. See also JS9, pp. 3–4.
- <sup>101</sup> See JS3, pp. 1–3.
- <sup>102</sup> See JS3, p. 7; and JS14, pp. 12 and 15.
- <sup>103</sup> See JS15, p. 11.
- <sup>104</sup> For relevant recommendations see A/HRC/28/7, paras. 114.23, 114.40, 114.9, 114.25, 114.26, 114.24, 114.22, 114.28, 115.5, 114.129, 114.130, 113.40, 114.124, 113.45, 114.132.

- <sup>105</sup> See JS15, pp. 9–10.
- <sup>106</sup> See JS13, p. 15.
- <sup>107</sup> See JS15, p. 15; and JS18, p. 4.
- <sup>108</sup> See JS18, pp. 4–5. See also JS6, p. 16; and JS15, p. 16.
- <sup>109</sup> See JS3, p. 8. See also JS6, p. 15; JS14, p. 6; and Red LBBol, p. 4.
- <sup>110</sup> See JS13, pp. 15 and 16; and JS14, p. 6. See also JS3, p. 8; JS6, p. 15; and Red LBBol, p. 4.
- <sup>111</sup> See JS12, p. 11. See also JS4, p. 6; JS13, p. 15; JS14, p. 2; and JS15, p. 4.
- <sup>112</sup> See JS13, p. 15. See also JS15, p. 10.
- <sup>113</sup> See JS6, pp. 14–15; and JS15, pp. 13–14. See also JS13, p. 16.
- <sup>114</sup> For relevant recommendations see A/HRC/28/7, paras. 114.96, 114.99, 114.83, 114.94, 113.29, 113.28, 114.81, 114.84, 114.85, 114.86, 114.87, 114.82, 114.80, 114.79, 114.88, 114.89, 114.90, 114.91, 114.92, 114.95, 114.97, 114.98, 114.101, 114.102, 114.103, 114.104, 114.105, 114.106, 114.107, 114.108, 114.109, 114.110, 114.100, 114.93.
- <sup>115</sup> See JS13, p. 2.
- <sup>116</sup> See JS18, p. 8.
- <sup>117</sup> See JS13, pp. 4–5. See also JS16, p. 9; and IACHR, p. 7.
- <sup>118</sup> See JS13, p. 5; and JS17, pp. 8–10. See also JS12, p. 10; JS16, pp. 8–9; and JS18, pp. 8–9.
- <sup>119</sup> See JS10, pp. 11–12; JS12, p. 10; and JS13, pp. 2–3, and 6; See also JS18, p. 7.
- <sup>120</sup> See JS10, pp. 13–14. See also JS12, p. 10; and JS13, pp. 6–10.
- <sup>121</sup> See JS13, p. 8.
- <sup>122</sup> See IACHR, p. 7. See also JS9, pp. 4 and 6.
- <sup>123</sup> See JS9, pp. 3 and 4–5.
- <sup>124</sup> See JS7, pp. 13–14.
- <sup>125</sup> For relevant recommendations see A/HRC/28/7, paras. 115.7, 114.115, 113.39, 114.121, 114.122, 115.1, 115.8, 113.32, 113.33, 114.116, 114.117, 113.34, 113.35, 113.36, 113.37, 113.38, 114.118, 114.119, 114.120, 114.123, 113.41, 113.43, 113.44, 115.9, 115.10.
- <sup>126</sup> See JS6, p. 5; and JS15, p. 12.
- <sup>127</sup> See JS10, p. 5.
- <sup>128</sup> See JS6, pp. 9–11. See also JS10, pp. 7–8.
- <sup>129</sup> See JS6, pp. 6–7; and JS15, pp. 12–13. See also JS10, pp. 9–11.
- <sup>130</sup> See JS6, p. 12. See also JS9, p. 3; JS15, p. 12; and JS16, p. 7.
- <sup>131</sup> For relevant recommendations see A/HRC/28/7, paras. 114.126, 113.46, 114.131.
- <sup>132</sup> See JS18, p. 9.
- <sup>133</sup> See JS4, pp. 3–6 and 19; JS12, pp. 9–11; JS15, p. 15; JS16, p. 6; JS18, pp. 3–4; and FDL, p. 4. See also AI, p. 2 and 5.
- <sup>134</sup> See JS16, p. 6.
- <sup>135</sup> See AI, pp. 2 and 5; JS4, p. 14–16 and 19; JS18, p. 2. See also JS15, p. 9; and FLD, p. 2.
- <sup>136</sup> See JS5, pp. 4–5, 14; JS15, p. 16; and JS18, p. 10.
- <sup>137</sup> See JS15, p. 16. See also JS18, pp. 4 and 5.
- <sup>138</sup> For relevant recommendations see A/HRC/28/7, paras. 113.27, 114.41, 114.78.
- <sup>139</sup> See JS15, pp. 14–15.